

# **CRISE CLIMATIQUE ET ARMES NUCLÉAIRES**

*DEUX MENACES EXISTENTIELLES SUR LA PLANÈTE*



Un article de :

**Marc Finaud**



## Initiatives pour le désarmement nucléaire

23, rue d'Alleray

75 015 Paris, France

Courriel : [Idn.france.association@gmail.com](mailto:Idn.france.association@gmail.com)

Site internet : <https://www.idn-france.org/>

Twitter : @IDN\_Nucleaire

Initiatives pour le désarmement nucléaire (IDN) est une association sans but lucratif.



*Photo de couverture :  
Flickr / cc / Phil Snyder*

La reproduction est autorisée, moyennant la mention de la source et de l'auteur. Pour citer cet article :

FINAUD Marc, "*Crise climatique et armes nucléaires : deux menaces existentielles sur la planète*", Initiatives pour le désarmement nucléaire, Paris, Septembre 2020.

© IDN 2020

# Table des matières

Introduction.....	3
I. État des lieux de la menace nucléaire .....	5
II. Les conséquences des armes nucléaires sur le climat et l'environnement.....	9
III. Les conséquences du dérèglement climatique sur le risque nucléaire .....	11
IV. Comment mobiliser l'opinion contre les deux menaces existentielles ?.....	13

# Introduction

Comme au début de chaque année depuis 1947, l'« *Horloge de l'Apocalypse* » de la prestigieuse revue américaine *Bulletin of Atomic Scientists* a annoncé le temps qui nous séparait symboliquement du cataclysme nucléaire. Cette année, pour la première fois, sa grande aiguille était avancée à minuit moins 100 secondes<sup>1</sup>. Le groupe de scientifiques, dont treize lauréats du Prix Nobel, qui procède à cette estimation a justifié son diagnostic par deux tendances inquiétantes : d'une part la destruction du cadre juridique qui avait encadré jusqu'ici la course aux armements nucléaires, aggravée par l'émergence de nouvelles technologies déstabilisantes, et d'autre part l'échec des efforts de lutte contre le dérèglement climatique. Ces experts mettent en garde les dirigeants et les citoyens du monde contre une situation de la sécurité internationale considérée comme « *plus dangereuse que jamais, même au pire moment de la guerre froide* ».

Faut-il le rappeler, au-delà du symbole, ce qui compte est la comparaison d'une année sur l'autre et des raisons motivant une évaluation positive ou négative. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'horloge affichait minuit moins sept. En 1991, le soulagement résultant de la fin de la guerre froide l'avait fait reculer jusqu'à dix-sept minutes avant minuit. En 2018 et 2019, du fait des menaces accrues de guerre nucléaire, elle était revenue à minuit moins deux, la même heure qu'en 1953.

La nouveauté de l'annonce de 2020 réside dans la **reconnaissance de deux principales menaces existentielles pesant désormais sur la planète et l'humanité** : les armes nucléaires et la crise climatique. Ainsi, pour Mary Robinson, ancienne présidente irlandaise et responsable du groupe des « Elders » (Anciens), « *nous devons faire face à une tempête menaçante susceptible de provoquer une extinction, et le temps presse*<sup>2</sup> ». Pour sa part, Ban Ki-moon, ancien Secrétaire général de l'ONU et chef adjoint des « Elders », a souligné :

*« Les risques existentiels de la conflagration nucléaire et du changement climatique s'accroissent en même temps que les cadres de décision destinés à les réduire s'effondrent... Le monde doit saisir cette occasion en 2020 pour renouveler son engagement envers le multilatéralisme afin de créer les fondements d'une transition juste vers l'économie décarbonée et redoubler d'efforts en vue d'un monde libéré des armes nucléaires<sup>3</sup> ».*

---

<sup>1</sup> *Le Monde*, 23 janvier 2010 ([bit.ly/2TZVzZz](https://bit.ly/2TZVzZz)).

<sup>2</sup> The Elders, "Doomsday Clock 2020: it is 100 seconds to midnight", 23 janvier 2020 ([bit.ly/36xh8Dq](https://bit.ly/36xh8Dq)).

<sup>3</sup> Ibid.

Une telle prise de conscience s’aligne sur l’analyse des risques globaux déjà effectuée depuis plusieurs années par un organisme aussi prestigieux que le World Economic Forum (WEF). En 2018, les événements climatiques majeurs et les armes de destruction massive constituaient les risques principaux en termes d’impact et la crise climatique le risque le plus élevé en termes de probabilité<sup>4</sup>. En 2019, de nouveau, en termes d’impact, les armes de destruction massive et l’« échec de l’atténuation et de l’adaptation au changement climatique » se retrouvaient en tête des risques globaux<sup>5</sup>. Cette année, c’est l’« échec de l’action sur le climat » qui coiffe sur le poteau les armes de destruction massive, les deux se suivant de près dans l’impact sinon dans la probabilité<sup>6</sup>.

Cette analyse rejoint aussi celle des organisations françaises militant pour la paix<sup>7</sup>, qui ont lancé le 21 septembre 2019 un appel intitulé « *La lutte contre le dérèglement climatique passe aussi par le désarmement nucléaire*<sup>8</sup> ». Selon les termes de cet appel,

*« il n’est pas excessif d’imaginer que nous nous rapprochons d’un conflit nucléaire. Or, ce conflit aurait des conséquences dramatiques et irréversibles pour l’environnement et le climat. Sans même évoquer un conflit nucléaire mondial qui provoquerait un holocauste planétaire, un “échange” nucléaire serait suivi de ce que les scientifiques appellent un “hiver nucléaire”, aux effets dévastateurs sur les populations, la faune et la flore.*

*Mais le déclenchement d’une guerre nucléaire ne conduirait pas seulement à une aggravation catastrophique du dérèglement climatique, c’est le dérèglement climatique lui-même qui pourrait aussi en être à l’origine. Par ses effets sur l’économie, la pénurie d’eau, la raréfaction des ressources naturelles, les flux migratoires, notamment, il risque d’entretenir des tensions susceptibles, dans certaines circonstances, par exemple en Asie du Sud, de conduire à un échange de tirs nucléaires. »*

La mobilisation des jeunes générations inquiètes pour leur avenir menacé par le dérèglement climatique doit fournir aux dirigeants du monde non seulement une raison essentielle pour agir en vue d’empêcher la catastrophe climatique, mais aussi un motif sérieux pour s’attaquer à l’autre risque existentiel, celui de la destruction de la planète et de l’humanité par une guerre nucléaire. Les deux menaces ne sauraient être traitées avec un sens différent des priorités car elles se nourrissent mutuellement et la lutte contre l’une et l’autre doit en

---

<sup>4</sup> World Economic Forum, *The Global Risks Report 2018* ([bit.ly/2tTPjIm](https://bit.ly/2tTPjIm)).

<sup>5</sup> World Economic Forum, *The Global Risks Report 2019* ([bit.ly/36vRAgc](https://bit.ly/36vRAgc)).

<sup>6</sup> World Economic Forum, *The Global Risks Report 2020* ([bit.ly/2TYxWR9](https://bit.ly/2TYxWR9)).

<sup>7</sup> Abolition des armes nucléaires-Maison de Vigilance, Green Cross France et Territoires, ICAN France, IDN – Initiatives pour le Désarmement Nucléaire, Mouvement de la Paix, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Pax Christi France, et Pugwash France.

<sup>8</sup> *La Croix*, 19 septembre 2019 ([bit.ly/2O3ibEW](https://bit.ly/2O3ibEW)).

conséquence être menée de front. Que se passerait-il si les dirigeants, les entreprises et la société civile parvenaient à se mobiliser pour contenir les effets prévisibles de la crise climatique à vingt ou trente ans, mais qu'entre-temps la folie humaine provoque en quelques mois un hiver nucléaire qui exterminerait des millions voire des milliards d'êtres humains et détruirait l'environnement ?

C'est cette dualité d'approche que préconisent plusieurs mouvements de la société civile en France, dont Initiatives pour le Désarmement nucléaire (IDN). En effet, après avoir établi un état des lieux de la menace nucléaire (I), il conviendra d'envisager les conséquences d'une guerre nucléaire sur le climat et l'environnement (II), puis d'examiner les conséquences de la crise climatique sur le risque nucléaire (III), avant de s'interroger sur les moyens de mobiliser l'opinion contre les deux menaces existentielles (IV).

## I. État des lieux de la menace nucléaire

Aujourd'hui, il existe neuf pays possédant des armes nucléaires (les cinq Etats liés par le Traité de Non-Prolifération – TNP – : Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie ; et quatre Etats ne l'ayant pas signé : Corée du Nord, Inde, Israël, et Pakistan). Parmi les 189 pays non-possesseurs, 34 bénéficient du « parapluie nucléaire » des Etats-Unis<sup>9</sup> ou de la Russie<sup>10</sup>, et cinq Etats membres de l'OTAN (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie) accueillent en outre sur leur sol des armes nucléaires américaines à l'emploi desquelles ils seraient associés.

S'agissant du nombre des armes contenues dans les arsenaux nucléaires, sa dernière estimation remontant à avril 2020 fait état d'un total de **13 410 armes** (par rapport à plus de 70 000 en 1986 au sommet de la guerre froide)<sup>11</sup>. Plus de 90 % de ces stocks appartiennent aux Etats-Unis et à la Russie. Sur ce total, près de 9 330 armes nucléaires sont incluses dans les stocks militaires (tandis que le reste, environ 4 560 armes, sont en attente de démantèlement), y compris quelque 3 600 ogives déployées dans les forces opérationnelles. Parmi ces dernières, environ **1 800 ogives américaines, russes, britanniques et françaises sont considérées comme en alerte avancée**, prêtes à être lancées à très bref préavis.

Le nombre des armes, fût-il encore élevé, même par comparaison avec la période de la guerre froide, ne fournit qu'une idée partielle de la **capacité de destruction** des arsenaux nucléaires. Les bombes atomiques américaines ayant anéanti Hiroshima et Nagasaki et causé la mort de plus de 200 000 personnes, possédaient une puissance respective de 15 kilotonnes

---

<sup>9</sup> Les 28 membres de l'OTAN moins la France et le Royaume-Uni, plus l'Australie, la Corée du Sud et le Japon.

<sup>10</sup> Les cinq pays associés à la Russie dans l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) : Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan.

<sup>11</sup> Federation of American Scientists (FAS), "Status of World Nuclear Forces" ([bit.ly/30YSTNo](https://bit.ly/30YSTNo)).

(15 000 t de TNT) et 20 kilotonnes (20 000 t de TNT). Aujourd'hui, **un seul missile Trident II américain est équipé d'un maximum de huit ogives de 100 kt chacune, soit l'équivalent de 53 bombes d'Hiroshima** (et donc potentiellement capable de causer plus de 7 millions de victimes)<sup>12</sup>. **Un seul missile intercontinental russe de type SS-18 peut emporter jusqu'à 6 ogives de 500 à 800 kt chacune, soit une capacité de destruction équivalente à 200-320 fois Hiroshima** (donc potentiellement de 28 à 44,8 millions de victimes)<sup>13</sup>. Un sous-marin lanceur d'engins (SNLE) français embarque 16 missiles M51.2 portant chacun 6 ogives de type TNO d'une puissance de 100 kt chacune : un tir de 96 TNO (9 600 kt)<sup>14</sup> serait donc équivalent à 640 bombes atomiques d'Hiroshima (soit potentiellement 89,6 millions de victimes !).

Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que **l'emploi des armes nucléaires aboutirait à une destruction quasi totale de l'humanité**, même si une seule fraction des arsenaux actuels était utilisée. La doctrine nucléaire des pays possesseurs continue certes de reposer officiellement sur le concept de dissuasion, généralement définie comme la capacité d'infliger des dommages inacceptables en réponse à une agression contre les intérêts vitaux de la puissance nucléaire, donc une doctrine défensive longtemps qualifiée de « *non-emploi* » en France<sup>15</sup>. Cette doctrine vient d'être rappelée par le Président Macron<sup>16</sup>. Toutefois, selon plusieurs experts de haut niveau ayant exercé des responsabilités pendant la guerre froide, tels William Perry, Secrétaire à la Défense américain sous Bill Clinton, « *l'éventualité d'une catastrophe nucléaire est plus élevée aujourd'hui qu'à aucun moment pendant la guerre froide*<sup>17</sup> ». Plusieurs raisons sont avancées à cette évaluation.

1) Toutes les puissances nucléaires, à l'exception de la Chine et de l'Inde – dont la doctrine repose sur le « non-emploi en premier » – continuent d'envisager une **première frappe nucléaire en cas d'attaque conventionnelle** (non nucléaire) à leur égard, y compris, dans certains cas, par des pays non dotés d'armes nucléaires. En ne confinant pas la menace de recours aux armes nucléaires à la dissuasion d'une attaque nucléaire, elles contribuent à abaisser le seuil du passage au nucléaire.

2) De surcroît, tout en se défendant de préconiser un recours à l'arme nucléaire sur le champ de bataille, la nouvelle doctrine adoptée par les Etats-Unis sous Trump aboutit à

---

<sup>12</sup> Hans Kristensen et Matt Korda, "United States Nuclear Forces, 2020", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 13 janvier 2020 (<https://bit.ly/3fqpvRE>).

<sup>13</sup> Hans Kristensen et Matt Korda, "Russian Nuclear Forces, 2019", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 9 mars 2020 (<https://bit.ly/33qqaVd>).

<sup>14</sup> Hans Kristensen et Matt Korda, "French Nuclear Forces, 2019", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 7 janvier 2019 (<https://bit.ly/2D679wl>).

<sup>15</sup> Georges Le Guelte, « Quelle doctrine nucléaire pour la France ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 59, no. 3, 2005, pp. 21-30 (<bit.ly/37SI5SM>).

<sup>16</sup> Marc Finaud, « Discours présidentiel sur la dissuasion : une nouvelle opportunité manquée », IDN, 11 février 2020 (<bit.ly/38PflBZ>).

<sup>17</sup> *The Asahi Shimbun*, "Doomsday Clock countdown reset to 100 seconds before midnight", 27 janvier 2020 (<bit.ly/2w2XaUt>).

introduire dans l'arsenal américain une **nouvelle ogive dite de faible puissance** (environ 6 kt) destinée officiellement à « *préserver une dissuasion crédible contre une agression régionale*<sup>18</sup> ». En réalité, une telle arme (dont la puissance équivaut tout de même à 500 fois l'arme explosive conventionnelle la plus puissante dans l'arsenal américain) abaisse dangereusement le seuil d'emploi car elle ne peut qu'appeler à l'escalade et s'intègre dans des scénarios de bataille nucléaire<sup>19</sup>. L'état-major américain avait même publié brièvement en juin 2019, apparemment par inadvertance, un document dans lequel il considérait que « *l'emploi d'armes nucléaires pourrait créer les conditions de résultats décisifs et de la restauration de la stabilité stratégique*<sup>20</sup> ».

3) Cette tendance vers des **armes nucléaires plus facilement « utilisables »** rejoint l'évolution technologique dans laquelle toutes les puissances nucléaires se sont engagées : ainsi, la France a renoncé à la composante terrestre (les missiles du plateau d'Albion) parce qu'ils étaient vulnérables à une première frappe ; les missiles de croisière tendent à remplacer les missiles balistiques car ils sont moins faciles à détecter et à intercepter ; outre les armes dites stratégiques, la Russie et l'OTAN maintiennent des armes dites tactiques (pour l'OTAN des bombes à gravitation aéroportées) prévues pour être employées sur le champ de bataille (en l'occurrence l'Europe) ; les ogives sont miniaturisées, ce qui permet leur multiplication sur les missiles (« *MIRV*») afin de saturer les défenses adverses ; les armes antisatellites visent à neutraliser les systèmes spatiaux de contrôle de la dissuasion ; les capacités conventionnelles à longue distance (« *Prompt Global Strike*<sup>21</sup>») permettent de décapiter le commandement des forces nucléaires adverses ; et les missiles hypersoniques sont capables de déjouer toute défense antimissiles, encourageant une première frappe.

4) Ces évolutions se produisent dans un contexte international marqué par la **banalisation des menaces d'emploi des armes nucléaires** (entre les Etats-Unis et la Corée du Nord ou entre l'Inde et le Pakistan), mais surtout par le **délitement progressif du cadre juridique** qui avait encadré la course aux armements nucléaires jusque dans les années 1990 : retrait américain en 2002 du Traité ABM qui assurait un équilibre des systèmes défensifs entre Russie et Etats-Unis ; dénonciation en 2018 par Washington de l'accord multilatéral sur le programme nucléaire iranien (JCPOA) ; retrait des Etats-Unis en 2019 du Traité FNI sur les forces nucléaires intermédiaires, également abrogé par la Russie ; incertitudes sur le renouvellement du Traité New START qui arrive à échéance en février 2021.

---

<sup>18</sup> Andrew Facini, "The low-yield nuclear warhead: A dangerous weapon based on bad strategic thinking", *Bulletin of American Scientists*, 28 janvier 2020 ([bit.ly/2Ta3f9J](https://bit.ly/2Ta3f9J)).

<sup>19</sup> Ibid.

<sup>20</sup> Steven Aftergood, "DoD Doctrine on Nuclear Operations Published, Taken Offline", *Federation of American Scientists*, 19 juin 2019 ([bit.ly/38S3AEL](https://bit.ly/38S3AEL)).

<sup>21</sup> Congressional Research Service (CRS), *Conventional Prompt Global Strike and Long-Range Ballistic Missiles: Background and Issues*, 14 août 2019 ([bit.ly/2V8UVJQ](https://bit.ly/2V8UVJQ)).

5) Lorsqu'on se penche sur le **nombre de victimes causées par les armes nucléaires**, on s'arrête généralement aux chiffres effroyables des morts et des blessés résultant des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, soit entre 129 000 et 240 000 morts en 1945, et des milliers de personnes atteintes de cancers ou de déformations natales pendant de longues années après les explosions<sup>22</sup>. Pourtant, ces chiffres sont loin de traduire l'hécatombe effective des armes nucléaires dans l'histoire de l'humanité. S'y ajoutent les statistiques des victimes des quelque 2 120 essais nucléaires, dont plus de 500 dans l'atmosphère, entre 1945 et 2017, soit entre 340 000 et 690 000 morts prématurées entre 1951 et 1973 pour les seuls Etats-Unis<sup>23</sup>. Au-delà des essais nucléaires, le personnel engagé dans la production d'armes nucléaires en a aussi payé un prix élevé : aux Etats-Unis, depuis 1945, quelque 107 394 employés ont contracté des cancers et autres pathologies sévères, et 33 480 ont connu une mort prématurée<sup>24</sup>. Il n'existe malheureusement aucune statistique indépendante sur les victimes des essais nucléaires effectués par la Russie au Kazakhstan, la Grande-Bretagne en Australie, la France en Algérie et en Polynésie, ou la Chine sur son territoire, mais ce nombre continue d'augmenter en raison d'apparition tardive de tumeurs ou de nouveaux accidents, tel celui survenu en Russie en 2019 du fait de l'explosion d'un missile à propulsion nucléaire<sup>25</sup>.

6) Contrastant avec le discours rassurant des responsables des armes nucléaires sur leur contrôle, le nombre d'**accidents, d'erreurs humaines, de pertes, de quasi-déclenchements injustifiés** qui ont poussé le monde au bord du précipice est alarmant. Le centre de recherche britannique réputé Chatham House en a répertorié treize entre 1962 et 2002 ; il mentionne aussi la collision entre sous-marins nucléaires français et britannique en 2009<sup>26</sup>. L'ancien Secrétaire à la Défense américain Robert McNamara, loin d'être un pacifiste, en avait conclu à la veille de son décès en 2009 : « *Si nous nous en sommes tirés, c'est grâce à la chance*<sup>27</sup> ! ».

7) Comment ne pas aussi désormais prendre en compte le **risque de piratage informatique** des systèmes de commandement et contrôle des armements nucléaires, tant la technologie est devenue à la fois dominante et vulnérable ? Le centre Chatham House a

---

<sup>22</sup> Shigenobu Nagasaki, "Latest Knowledge on Radiological Effects: Radiation Health Effects of Atomic Bomb Explosions and Nuclear Power Plant Accidents", *Japanese Journal of Health Physics*, 12 juillet 2011 ([bit.ly/32cRR0Y](http://bit.ly/32cRR0Y)).

<sup>23</sup> Keith Meyer, *Some Unintended Fallout from Defense Policy: Measuring the Effect of Atmospheric Nuclear Testing on American Mortality Patterns*, Université d'Arizona, 24 octobre 2017 ([bit.ly/32k1Z83](http://bit.ly/32k1Z83)).

<sup>24</sup> Lawrence Wittner, "American Casualties of the U.S. Nuclear Program", *Huffpost*, 3 janvier 2017 ([bit.ly/2upLNpq](http://bit.ly/2upLNpq)).

<sup>25</sup> Andrew E. Kramer, "Russia Confirms Radioactive Materials Were Involved in Deadly Blast", 10 août 2019 ([nyti.ms/37SR86c](http://nyti.ms/37SR86c)).

<sup>26</sup> Patrica Lewis et al., "Too Close for Comfort Cases of Near Nuclear Use and Options for Policy", Chatham House, avril 2014 ([bit.ly/2wEziqO](http://bit.ly/2wEziqO)).

<sup>27</sup> Cité par Jean-Pierre Dupuy, in Jean-Pierre Tuquoi, « La guerre nucléaire est impossible, vraiment ? », *Reporterre*, 13 avril 2019 ([bit.ly/2Vf7svt](http://bit.ly/2Vf7svt)).

clairement identifié ces menaces susceptibles d'aboutir à des lancements non autorisés d'armes nucléaires dans une étude de 2018<sup>28</sup>.

8) A ces risques s'ajoutent enfin **ceux inhérents à la dissuasion nucléaire** : faire reposer la sécurité ultime d'un pays sur la croyance dans le comportement rationnel d'un adversaire, qui serait découragé d'agresser un pays possesseur d'armes nucléaires par la perspective de destructions inacceptables est au minimum naïf au pire criminel. En effet, soit le pays agresseur est aussi doté d'armes nucléaires et une attaque nucléaire contre son territoire ne pourra qu'entraîner une riposte dévastatrice pour l'auteur de cette offensive, laquelle deviendrait donc suicidaire. Soit le pays agresseur n'est pas doté d'armes nucléaires et l'emploi de celles-ci à son encontre, y compris sous la forme d'un « ultime avertissement » à la française<sup>29</sup>, se traduirait par l'extermination de millions de civils innocents en violation du droit international qui interdit de cibler des non-combattants et exige la proportionnalité de la riposte en cas de légitime défense. Dans les deux cas, puisque une agression aurait eu lieu, la preuve accablante de l'inefficacité de la dissuasion nucléaire aurait été apportée. Suicidaire ou génocidaire, telle est l'alternative entre les mains du président de la République ! Il n'est pas étonnant que l'un d'entre eux, Valéry Giscard d'Estaing, ait avoué dans ses mémoires que « *jamais il n'aurait appuyé sur le bouton*<sup>30</sup> ».

En tout cas, dans l'hypothèse où les armes nucléaires seraient utilisées, aucun doute n'est désormais permis : leurs effets sur le climat et l'environnement seraient catastrophiques.

## II. Les conséquences des armes nucléaires sur le climat et l'environnement

Déjà pendant la Guerre froide, l'hypothèse d'un « **hiver nucléaire** » causé par le blocage des rayons solaires dû aux nuages de fumées et de suie provoqués par une guerre nucléaire avait été avancée par des scientifiques, en particulier Carl Sagan<sup>31</sup>. Aux perturbations dévastatrices de la vie humaine, animale et végétale sur Terre s'ajouterait la dégradation de la couche d'ozone causée par l'injection d'oxydes d'azote dans la stratosphère, qui se traduirait par une forte élévation des rayonnements d'ultraviolets encore plus persistante que l'hiver nucléaire.

Avec les progrès scientifiques liés à l'analyse du changement climatique provoqué par la révolution industrielle, les études relatives à l'hiver nucléaire sont devenues encore plus

---

<sup>28</sup> Beyza Unal et Patricia Lewis, "Cybersecurity of Nuclear Weapons Systems: Threats, Vulnerabilities and Consequences, 11 janvier 2018 ([bit.ly/38Tp4ky](https://bit.ly/38Tp4ky)).

<sup>29</sup> Marc Finaud, « Discours présidentiel sur la dissuasion : une nouvelle opportunité manquée », op. cit.

<sup>30</sup> Jean-Pierre Dupuy, « Penser l'impensable destruction nucléaire », *Le Monde*, 31 juillet 2015 ([bit.ly/2SNWmft](https://bit.ly/2SNWmft)).

<sup>31</sup> Carl Sagan et al., « L'hiver nucléaire », in *La paix surarmée*, Belin, p. 97, 1987.

précises et inquiétantes. Selon ces études, si seulement 1 % de la puissance explosive de l'arsenal nucléaire mondial – soit 100 armes nucléaires de type Hiroshima – était utilisé dans un conflit, par exemple entre l'Inde et le Pakistan, contre des cibles principalement urbaines, il en résulterait non seulement 50 à 125 millions de victimes directes, mais aussi des incendies causant l'élévation dans l'atmosphère de cinq millions de tonnes de fumées épaisses et radioactives qui envelopperaient rapidement et durablement le globe terrestre. Les précipitations seraient réduites de 15 à 30 % sur la planète. Le rayonnement solaire serait bloqué pendant au moins une décennie et la couche protectrice d'ozone serait détruite. La Terre connaîtrait en peu de temps une nouvelle glaciation qui, combinée avec des précipitations extrêmes, la radioactivité et le rayonnement ultraviolet, détruirait toute agriculture et provoquerait une **famine mondiale causant au minimum un milliard de victimes**<sup>32</sup>. Dans l'hypothèse d'un conflit majeur entre les Etats-Unis et la Russie dans lequel 4 400 armes nucléaires stratégiques exploseraient, 180 millions de tonnes de fumée et de suie se retrouveraient dans la stratosphère, bloquant 70 % du rayonnement solaire sur l'hémisphère nord et plongeant la Terre dans la nuit nucléaire synonyme de la fin de toute civilisation<sup>33</sup>.

Selon d'autres études récentes, l'**afflux de dioxyde de carbone dans les océans** provoqué par un hiver nucléaire entraînerait une réduction catastrophique des substances nécessaires à une partie des organismes sous-marins (coraux, mollusques, plancton, etc.), or les récifs coralliens abritent le tiers de la vie animale et sont déjà menacés par le réchauffement climatique et l'acidification des océans<sup>34</sup>.

On a vu plus haut que les armes nucléaires tuaient même sans être utilisées dans un conflit. De même leur production, leur maintenance, leur possession et leur expérimentation ont-elles causé un impact durable sur l'environnement – à l'instar des énergies fossiles responsables de la crise climatique – en contaminant la terre et l'eau pour des générations voire des siècles<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> Steven Starr, "Catastrophic Climatic Consequences of Nuclear Conflict", International Commission on Nuclear Nonproliferation and Disarmament, octobre 2009 ([bit.ly/2vUR8p1](http://bit.ly/2vUR8p1)).

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> Graham Slaughter, "World's oceans would be devastated by nuclear war: report", *CTVNews*, 6 février 2020 ([bit.ly/2VffZi7](http://bit.ly/2VffZi7)).

<sup>35</sup> Alicia Sanders-Zakre, "Nuclear Weapons Worsen the Climate Crisis", *The Guardian*, 16 janvier 2020 ([bit.ly/2VIAud3](http://bit.ly/2VIAud3)).

### III. Les conséquences du dérèglement climatique sur le risque nucléaire

S'il est maintenant prouvé qu'une guerre nucléaire, même limitée, provoquerait une catastrophe climatique dévastatrice, il est tout aussi important de se pencher sur l'aggravation du risque nucléaire causée par le dérèglement climatique.

Il en va ainsi des **désastres naturels liés aux perturbations climatiques** tels les incendies cataclysmiques subis par les régions soumises à des sécheresses anormales et prolongées. Au Nouveau-Mexique, un feu de forêt a menacé pour la deuxième fois en 2011 le Laboratoire national de Los Alamos, spécialisé dans la recherche sur les armes nucléaires et où sont stockés 20 000 fûts de déchets contaminés au plutonium. Il en est résulté la dispersion de fumées et cendres radioactives<sup>36</sup>. Un autre incendie a éclaté en Californie en 2018 à proximité du site d'un ancien réacteur nucléaire qui avait connu une fusion en 1959 et restait contaminé<sup>37</sup>. En Australie, également ravagée par les incendies de forêts, l'existence de mines d'uranium qui auraient pu être affectées par les feux a révélé le risque de dispersion catastrophique de particules radioactives dans l'atmosphère. Ce risque existe aussi dans tous les pays où est extrait l'uranium (Etats-Unis, Inde, Niger, Kazakhstan)<sup>38</sup>.

Autre conséquence du dérèglement climatique, **l'élévation du niveau des océans**. Selon un groupe d'experts américains, ce phénomène et les inondations qu'il générera affecteront d'ici 2050 la plupart des bases navales américaines installées sur la Côte Est et le Golfe de Floride, y compris celles qui abritent les sous-marins nucléaires, les forçant à se délocaliser. D'ores et déjà, la plus grande base navale du monde, située à Norfolk en Virginie, subit les sévères dégâts causés par de fortes marées et ouragans<sup>39</sup>. Cette montée du niveau des eaux affecte aussi certains anciens sites d'essais nucléaires américains, en particulier sur les îles Marshall dans le Pacifique : un dôme de béton qui abrite près de 90 000 m<sup>3</sup> (soit 53 piscines olympiques) de déchets radioactifs, y compris du plutonium, menace d'être englouti et de s'effondrer, faisant, selon les termes d'un universitaire américain, des îles Marshall « *la victime des deux principales menaces auxquelles l'humanité est confrontée, les armes nucléaires et le changement climatique* »<sup>40</sup>.

---

<sup>36</sup> Pete Spotts, "New Mexico Fires Threaten Los Alamos Nuclear Weapons Lab Again", *Christian Science Monitor*, 28 juin 2011 ([bit.ly/32qwARt](http://bit.ly/32qwARt)).

<sup>37</sup> Peter Kotecki, "The wildfire in Malibu has hit a former nuclear research site, and some activists are worried about radiation in the smoky air", *Business Insider*, 14 novembre 2018 ([bit.ly/2v9e0Ba](http://bit.ly/2v9e0Ba)).

<sup>38</sup> Pinar Demircan, "What Australia type fire may tell us about the possibility of nuclear disasters", *DiaNuke.org*, 22 janvier 2010 ([bit.ly/3c3v5gr](http://bit.ly/3c3v5gr)).

<sup>39</sup> Union of Concerned Scientists, "The US Military on the Front Lines of Rising Seas", juillet 2016 ([bit.ly/2Tc5gST](http://bit.ly/2Tc5gST)).

<sup>40</sup> Susanne Rust, "How the U.S. betrayed the Marshall Islands, kindling the next nuclear disaster", *Los Angeles Times*, 10 novembre 2019 ([lat.ms/3c3wYd1](http://lat.ms/3c3wYd1)).

L'armée américaine, la première institution consommatrice d'énergie fossile du monde et émettrice d'autant de gaz à effet de serre qu'un pays tel que la Suède, vient d'ailleurs de commander, malgré le climato-scepticisme de l'administration Trump, **un rapport sur les effets du dérèglement climatique sur la sécurité nationale**. Les résultats de cette étude ont de quoi l'alarmer : parmi les scénarios envisagés figure celui de son effondrement d'ici 20 ans à cause notamment d'une panne nationale d'électricité, mettant en danger les capacités de l'armée de remplir ses tâches pour prêter assistance à la population affectée par un tel désastre ainsi que les épidémies, les événements climatiques extrêmes, la pénurie d'eau, la destruction des infrastructures critiques, etc.<sup>41</sup>.

Mais pour la plupart des experts, **le principal risque nucléaire lié au dérèglement climatique résulte des conflits** que celui-ci va immanquablement provoquer ou aggraver. Le rapport précité mentionne le cas du Bangladesh, considéré comme le plus vulnérable à la montée des eaux, dont la moitié de la population (80 sur 160 millions) doit être déplacée pour éviter les inondations et n'est pas la bienvenue en Inde. « *Comment une telle situation, se demande le rapport, n'affecterait-elle pas la sécurité globale d'une région abritant 40 % de la population mondiale où s'affrontent plusieurs puissances nucléaires<sup>42</sup> ?* ». En 2030, le tiers de la population mondiale vivra, elle, dans des régions affectées par la pénurie d'eau (Moyen-Orient, Afrique du Nord et australe, Chine), donc sujettes à l'insécurité alimentaire, à la mortalité croissante et aux guerres civiles. Cette même pénurie d'eau empêchera les Etats-Unis d'intervenir militairement dans ces régions s'ils ne développent pas de nouvelles technologies productrices d'eau potable<sup>43</sup>.

D'autres études mettent en avant le **lien entre dérèglement climatique et guerres civiles ou asymétriques** dans lesquelles sont de plus en plus impliqués des acteurs non-étatiques tels que groupes terroristes ou criminels<sup>44</sup>. Si a priori ces conflits restent limités à des pays non possesseurs d'armes nucléaires, ils sont de manière croissante affectés et prolongés par des interventions extérieures de puissances nucléaires, aggravant le risque d'escalade comme on le voit en Afghanistan, en Irak ou en Syrie.

Autre zone potentielle de conflit liée au réchauffement climatique : **l'Arctique, qui est censé abriter un quart des réserves mondiales en hydrocarbures**, ce qui crée un risque de conflit notamment avec la Russie et la Chine. Les nouvelles routes maritimes permises par la fonte de la banquise sont présentées comme de nouvelles opportunités, mais elles portent

---

<sup>41</sup> Nafeez Ahmed, "U.S. Military Could Collapse within 20 Years Due to Climate Change", *Vice*, 24 octobre 2019 ([bit.ly/2SPkj5Q](https://bit.ly/2SPkj5Q)).

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Katharina Nett et Lukas Rüttinger, "Insurgency, Terrorism and Organised Crime in a Warming Climate", *Adelphi*, octobre 2016 ([bit.ly/2utrFmo](https://bit.ly/2utrFmo)).

en germe la compétition pour les avantages économiques et la domination stratégique de la région<sup>45</sup>.

## IV. Comment mobiliser l'opinion contre les deux menaces existentielles ?

Les informations et les études scientifiques ne manquent pas et sont largement accessibles tant au public qu'aux dirigeants. Elles montrent, comme on l'a vu, que le risque de guerre nucléaire est réel contrairement aux affirmations officielles. Elles prouvent, si besoin était, les effets catastrophiques qu'une telle guerre aurait sur l'humanité, la planète, son environnement, son climat et l'avenir de toute civilisation. Elles mettent aussi en lumière l'aggravation de ce risque nucléaire due au dérèglement climatique.

Dans ces conditions, comment expliquer que l'on assiste à une mobilisation de l'opinion, et surtout de la jeunesse, pour agir contre la seule menace climatique dont les effets sont réels mais pourraient intervenir d'ici une génération alors que toute vie sur Terre risque d'être anéanti bien plus tôt par une guerre nucléaire ? Un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), organisation qui milite depuis 1945 pour l'abolition des armes nucléaires, a récemment émis le souhait qu'une personne comme Greta Thunberg vienne « *éveiller les consciences et mette de la pression sur les dirigeants qui possèdent ou soutiennent les armes nucléaires* ». Ainsi a-t-il déclaré dans un entretien à un journal canadien :

*« Il existe actuellement deux grands problèmes existentiels concernant l'espèce humaine : le changement climatique et les armes nucléaires. Le changement climatique a vraiment mobilisé les jeunes du monde entier. Les armes nucléaires semblent être considérées comme un enjeu important davantage chez les personnes plus âgées. C'est difficile de convaincre les plus jeunes du risque, mais si vous regardez de manière démographique, à travers l'histoire, vous remarquerez une chose à propos du changement politique: que ce sont toujours les jeunes qui amorcent le changement politique<sup>46</sup> ».*

Comme on l'a vu dans l'introduction, certaines **ONG françaises** se sont déjà mobilisées en septembre 2019 pour rappeler « *à quel point l'urgence climatique mondiale menace la sécurité et la stabilité* » et pour demander que la Convention citoyenne sur le Climat

---

<sup>45</sup> Nafeez Ahmed, "U.S. Military Could Collapse Within 20 Years Due to Climate Change", op. cit.

<sup>46</sup> Mike Blanchfield, « Les antinucléaires cherchent une Greta Thunberg », *La Presse*, 2 décembre 2019 ([bit.ly/2VfjV2f](https://bit.ly/2VfjV2f)).

puisse débattre des 37 milliards d'euros affectés par la France à la dissuasion nucléaire et préconise le soutien de la France au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)<sup>47</sup>.

Pour sa part **ICAN France**, membre de la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, Prix Nobel de la Paix 2017, a lancé plusieurs actions en direction de la jeune génération, telles que ses universités francophones<sup>48</sup> ou son Paris Forum de février 2020<sup>49</sup>.

De son côté, l'association **PNND** (Parlementaires pour la Non-Prolifération et le Désarmement nucléaires) a organisé en janvier 2020, dans le cadre du Forum pour la Paix de Bâle, une série de panels sur le thème « *Climat, paix et sécurité : de la voix des jeunes à des actions concrètes* », qui ont permis de riches échanges intergénérationnels et pluridisciplinaires entre jeunes et responsables politiques ou élus<sup>50</sup>.

Il importe d'autant plus que ces rencontres et appels soient suivis d'actions concrètes que **le puissant lobby militaro-industriel qui soutient la dissuasion nucléaire ne lésine pas sur les moyens d'influencer la jeunesse**, en particulier dans les universités et grandes écoles. Aux Etats-Unis, selon une étude de l'Association des Universités américaines de 2002, quelque 350 universités avaient conduit des recherches financées par le Pentagone, ce qui représentait des financements huit fois supérieurs à ceux dont bénéficient les académies militaires. En France, le ministère de la Défense a financé la création d'un Institut de la Guerre et de la Paix au sein d'une unité mixte de recherche CNRS-Université Paris 1 et a lancé le « *Pacte enseignement supérieur* », qui permet aux établissements d'enseignement supérieur d'obtenir le label « *Centre d'excellence défense et stratégie* » associé à une subvention de 300 000 euros par an.<sup>51</sup> Nul doute que la « *pédagogie* » de la dissuasion nucléaire tient une place de choix dans ces enseignements.

De même, a-t-on vu récemment la démonstration, par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), responsable des programmes d'armes nucléaires, d'un jeu vidéo visant à « *suivre la trajectoire d'une tête nucléaire océanique* » dans le cadre de « *La Fabrique Défense* », initiative du ministère des Armées, dont l'objectif est de « *promouvoir l'esprit de défense auprès des 18-30 ans et de contribuer à l'affermissement du lien armée-Nation et à l'émergence d'une culture stratégique européenne* »<sup>52</sup>.

---

<sup>47</sup> *La Croix*, 19 septembre 2019, op. cit.

<sup>48</sup> ICAN France, « ICAN Académie française : la voix des jeunes francophones », octobre 2018 ([bit.ly/38V7xZ9](https://bit.ly/38V7xZ9)).

<sup>49</sup> ICAN France, « ICAN Paris Forum : comment interdire les armes nucléaires et créer une mobilisation citoyenne ? », décembre 2019 ([bit.ly/2TbsRmI](https://bit.ly/2TbsRmI)).

<sup>50</sup> PNND, "From Youth Voices to Policy Action", janvier 2010 ([bit.ly/2Vi1Roj](https://bit.ly/2Vi1Roj)).

<sup>51</sup> Benoît Pélopidas et al., « Que faire des interventions militaires dans le champ académique ? Réflexions sur la nécessaire distinction entre expertise et savoir scientifique », *20&21 Revue d'Histoire*, N° 143, pp. 135-150, janvier 2020 ([bit.ly/2PiRegU](https://bit.ly/2PiRegU)).

<sup>52</sup> CEA, « Retrouvez le CEA à la "Fabrique Défense" », janvier 2020 ([bit.ly/2Tc0iFB](https://bit.ly/2Tc0iFB)).

Il importe donc que les individus, mouvements et associations de la société civile engagés dans la lutte contre les armes nucléaires et le dérèglement climatique opposent à cette propagande :

- **des efforts soutenus et coordonnés en vue de diffuser les informations et sensibiliser le public**, en particulier la jeunesse, sur la double menace nucléaire et climatique en recourant à tous les supports et médias possibles, spécialement ceux qui sont largement utilisés par les jeunes (clips vidéos, chaînes YouTube, réseaux sociaux, sites d'influenceurs, etc.) ;
- **un élargissement du recrutement des jeunes au sein des associations** en vue d'augmenter les capacités d'action de celles-ci et leur influence ;
- **des initiatives spectaculaires à l'occasion d'événements médiatisés en vue de contrer les discours officiels** (« contre-forums », réunions parallèles ou « off », etc.) ;
- **la mobilisation de relais au sein des assemblées parlementaires en France et dans les organisations internationales** (Parlement européen, Assemblées parlementaires de l'OTAN et de l'OSCE, Union interparlementaire) en vue de déposer des résolutions, questions au gouvernement, etc. ;
- **l'action commune avec les associations** d'autres pays ou des grandes ONG internationales en vue de promouvoir des **propositions concrètes en vue de la réduction du risque nucléaire et du désarmement nucléaire**, notamment par la signature et la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

\*\*\*\*\*



### Marc Finaud

Marc Finaud est un ancien diplomate français. Il est actuellement conseiller principal du Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP) et membre du Bureau d'IDN.